

---

**1.1 Stratégie pour la gouvernance de l'internet 2016-2019 –**  
Etat d'avancement des actions et activités

---

<b>Construire la démocratie en ligne</b>					
<b>Action</b>	<b>Grande entité administrative</b>	<b>Comité directeur ou autre structure le cas échéant</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Echéance</b>	<b>Statut</b>
Elections	DG2 – Direction de la gouvernance démocratique et de l'anti-discrimination, Service de la gouvernance démocratique, Division de l'assistance électorale et du recensement	Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG)  Comité ad hoc d'experts sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique (CAHVE)	La nouvelle Recommandation CM/Rec(2017)5 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les normes juridiques, opérationnelles et techniques relatives au vote électronique, mettant à jour une Recommandation de 2004, a été adoptée le 14 juin 2017. Des travaux de suivi de cet instrument sont prévus, notamment des réunions biennales consacrées à son examen, un suivi du respect de sa mise en œuvre dans les Etats membres, l'élaboration de lignes directrices complémentaires, l'identification de bonnes pratiques, la fourniture d'une assistance technique aux Etats membres pour l'adoption d'un système de vote électronique, l'organisation d'actions de sensibilisation et d'éducation des électeurs, la surveillance avec des observateurs nationaux des élections par voie électronique.	Adoption par le Comité des Ministres prévue début 2017	Complété
			Soutien à l'introduction de plateformes pour l'e-participation au niveau national et international, dans le domaine de l'éducation des électeurs et du renforcement des capacités des observateurs des élections nationales.	Annuelle	En cours
			Renforcement des capacités sur l'utilisation efficace des outils des réseaux sociaux et leur protection dans le contexte des campagnes électorales.	Annuelle	En cours
Diversité – lancement du programme pilote de tutorat Div-A (Accélérateur de la diversité). Le but de ce programme est de permettre à des professionnels des médias d'explorer le journalisme transmédia, multimédia et cross-média (par le biais de canaux numériques innovateurs), ainsi que le financement participatif (crowdfunding / sponsoring) pour soutenir une approche inclusive de la diversité dans les médias	DG2 – Direction de la gouvernance démocratique et de l'anti-discrimination, service de l'anti-discrimination		Conception d'outils multimédias pour créer des documentaires web.  Tutorat d'un groupe pilote de professionnels des médias qui adhèrent à l'idée de la diversité en vue de trouver des sponsors pour leurs projets et de les accompagner dans la création de leur propre web et leurs premiers pas vers la production de documentaires et récits déclinant le thème de la diversité inclusive. 170 candidatures ont été enregistrées en deux mois. Dont 10 ont intégré le programme de tutorat. La phase de tutorat s'est terminée. Les 10 bénéficiaires ont préparé leurs business plans et plusieurs ont lancé leurs plateformes web. Les leçons tirées de cette phase sont en	2016-2017  La première réunion a eu lieu les 10-11 nov 2016	En cours

			cours d'évaluation et seront présentées sous forme de boîte à outils pour des journalistes professionnels et non qui souhaitent lancer des plates-formes médiatiques sur les thèmes de la diversité et de l'inclusion.		
8.a. Poursuite du développement du réseau d'innovateurs de la démocratie numérique à l'occasion du Forum mondial de la démocratie. Parmi les sujets de discussion qui pourraient être examinés figurent l'avenir d'internet et sa gouvernance, les gains en termes d'efficacité et de responsabilisation permis par les outils numériques, la participation citoyenne et la transparence dans la démocratie, une éventuelle « Magna Carta » d'internet et une « citoyenneté internet »	DG2 – Direction de la gouvernance démocratique et de l'anti-discrimination, Service de de la gouvernance démocratique, Division du Forum mondial de la démocratie	Comité directeur du Forum (CdE + partenaires du Forum, Gouvernement français, Région Alsace, Ville de Strasbourg, Parlement européen)	Présentation et analyse de plateformes de participation électronique dans le cadre de chaque édition annuelle du Forum mondial de la démocratie.	Annuelle	En cours
			Le 5eme Forum mondiale de la démocratie « Démocratie et égalité : que peut l'éducation ? » s'est concentré sur la relation entre l'éducation et la démocratie, en particulier comment l'éducation peut atténuer ce problème et devenir un atout pour les démocraties diversifiées.	Le Forum a eu lieu à Strasbourg les 7-9 nov 2016	
			Le 6eme Forum mondiale de la démocratie « Le Populisme en question(s) » s'est concentré sur les possibilités pour les parties politiques et les médias d'avoir un rôle dans les démocraties du 21 <sup>e</sup> siècle, en présentant des initiatives digitales pour combattre la diffusion de fausses informations en ligne, renforcer la participation des citoyens dans la prise de décisions etc.	Le Forum a eu lieu à Strasbourg les 8-10 nov 2017	
			Soutien à l'introduction de plateformes de participation électronique aux plans local et national, renforcement des capacités et échange de bonnes pratiques. Un événement satellite du Forum a eu lieu à San Sebastian, Espagne, les 6 et 7 septembre avec la participation de représentants de la ville pour échanger des bonnes pratiques.	Annuelle	En cours
			Un autre événement, « Le populisme et la démocratie électronique » a eu lieu à Münster, Allemagne, le 7 novembre 2017. Il s'est concentré sur les promesses et les risques de la démocratie électronique pour les medias et les partis politiques dans un contexte de montée du populisme		
			Développement et mise à l'essai d'un outil d'évaluation de la démocratie participative au niveau local, y compris la participation par le biais d'internet. 2 nouvelles villes ont complété le questionnaire d'évaluation (Gant, Belgique, Lublin, Pologne) et des rapports de l'Index ont été publiés.	Annuelle	En cours

Assister les Etats membres dans le développement d'applications de gouvernance et de gouvernement électroniques et d'outils de démocratie électronique adéquats dans le but de renforcer la gouvernance, la participation civile et de combattre le désengagement par rapport aux institutions et à la société démocratiques	DG2 – Direction de la gouvernance démocratique et de l'anti-discrimination– Service de la gouvernance démocratique.	Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG)	Partage des bonnes pratiques dans les Etats membres relatives à la mise en œuvre de la recommandation CM/Rec(2004)15 sur la gouvernance électronique.  Développement et présentation de lignes directrices sur la gouvernance électronique et d'une boîte à outils sur l'administration électronique (en coopération avec le Centre d'expertise sur la réforme de l'administration locale) sur la base de la recommandation CM/Rec(2004)15.  Echanges de bonnes pratiques dans les Etats membres sur la mise en œuvre de la Recommandation CM/Rec (2009)1 sur la démocratie électronique et développement d'orientations pratiques pour la mise en œuvre de stratégies pour la démocratie électronique.	Réunion du CDDG en nov 2016  Réunion du CDDG en déc 2017  Réunion du CDDG en déc 2017	En cours  En préparation  En préparation

<p>8.b. exploration des moyens de prévenir et combattre le discours de haine en ligne, notamment les discours conduisant à la violence, et proposition de mesures concrètes. Celles-ci incluent l'organisation de campagnes de sensibilisation destinées à éviter et à combattre les manifestations de haine envers tout membre ou tout groupe au sein de la société, ainsi que la poursuite de la campagne contre le discours de haine</p>	<p>DG2 – Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Service Jeunesse, Division de l'éducation non formelle et de la formation</p>	<p>Conseil mixte pour la jeunesse</p>	<p>La campagne du Conseil de l'Europe contre le discours de haine poursuivra ses actions en 2017, en insistant davantage sur l'éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté numérique, sur l'amélioration et la diffusion de mécanismes de signalement et de suivi des discours de haine. Au titre du plan d'action du Conseil de l'Europe sur la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation conduisant au terrorisme, la campagne joue un important rôle de prévention de ce phénomène sur internet. Elle vise à contrer le discours de haine en ligne sous toutes ses formes, y compris celles qui touchent principalement les jeunes, comme le cyber-harcèlement et la cyber-haine, le racisme et les autres types de discrimination. La campagne repose sur trois principes : éducation aux droits de l'homme, participation des jeunes et éducation aux médias. Des contre-arguments sont développés afin de permettre aux internautes de répondre aux discours de haine en ligne ou de les neutraliser.</p> <p>Résultat attendu : Renouveau de l'engagement des Etats membres et des partenaires en faveur de la campagne.</p> <p>Résultat obtenu : 44 pays/territoires se sont dotés d'un comité de campagne ou d'un groupe de soutien. Parmi les nouveaux partenaires figurent : Allemagne, Andorre, communauté flamande en Belgique, Estonie, France, et Luxembourg.</p> <p>Résultat attendu : Mise à jour de la plateforme de la campagne et de l'outil pour le signalement des propos haineux en ligne de l'Observatoire du discours de haine.</p> <p>Résultat obtenu : Publication et diffusion d'outils et moyens pour le signalement de discours de haine au niveau national et dans les réseaux sociaux. En septembre 2017 des informations détaillées sur comment signaler le discours de haine, les crimes de haine et le cyber-harcèlement aux autorités nationales ou à la société civile en 19 pays et sur 5 réseaux sociaux ont été publiées sur la plateforme de la campagne. Les informations sont adressées à un public de jeunes.</p> <p>Résultat attendu : « Connexions », le manuel de lutte</p>	<p>Déc 2017</p> <p>Sep 2016</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p> <p>Terminé</p> <p>En cours</p>
---	---	---------------------------------------	--	---------------------------------	--

		<p>contre le discours de haine par l'éducation aux droits de l'homme, est disponible en 10 langues. 300 militants et agents multiplicateurs ont été formés</p> <p>Résultat obtenu : Fin septembre 2017, « Connexions » était désormais disponible en 16 langues, 4 autres versions linguistiques sont en train d'être finalisées. 6 stages de formation basés sur Connexions ont été organisés en coopération avec les ministères de la jeunesse et 5 avec d'autres partenaires institutionnels et de la société civile. 425 militants et agents multiplicateurs ont été formés.</p> <p>Résultat attendu : un manuel sur les contre-arguments est publié, traduit en 6 langues, et diffusé dans 20 pays.</p>	Déc 2017	En cours
		<p>Résultat obtenu : Suite à un projet pilote mené en Belgique en juillet 2016, le manuel « We CAN ! » sur les contre-arguments et des narrations alternatives face aux discours de haine a été lancé en mars 2017. Il est disponible en anglais et en français et trois autres versions linguistiques sont en préparation. Un séminaire de formation au niveau européen et deux au niveau régional ont eu lieu à Strasbourg, en Norvège et en Tunisie. Deux cours de formation nationaux ont eu lieu en Belgique et plusieurs ateliers ont été organisés par les campagnes nationales.</p> <p>Résultat attendu : 10 journées d'action à l'échelle de l'Europe sur certains aspects du discours de haine ont été organisées ou prévues, ainsi que la participation à d'autres manifestations européennes d'envergure.</p>	Déc 2017	En cours
		<p>Résultat obtenu : En 2016, des journées d'action ont été organisées : le 8 mars sur le discours de haine sexiste ; le 20 juin sur le discours de haine contre les réfugiés ; le 22 juillet en soutien des victimes des crimes de haine ; le 9 novembre sur le discours de haine antisémitique et le 10 décembre sur les droits de l'homme en ligne. En 2017, des journées d'action ont été organisées : le 7 février sur la Sécurité sur Internet ; le 8 mars sur le discours de haine sexiste ; le 22 juillet la remembrance et la solidarité envers les victimes de crimes de haine ; le 21 septembre sur la lutte contre le discours de haine l'islamophobe ; les préparations sont</p>	Déc 2017	En cours

			<p>en cours pour le journée contre le discours de haine antisémite (le 9 novembre) et pour les droits de l'homme en ligne (le 10 décembre) .</p> <p>La lutte contre le discours de haine et l'extrémisme a été le thème principal du 6e forum euro-arabe de la jeunesse (Fez, Maroc, 24-29 avril), qui a facilité les contacts entre activistes européens et des pays arabes. Un séminaire sur le discours de haine antisémite a eu lieu en mai 2017.</p>		
	<p>DG2 – Direction de la gouvernance démocratique et de l'anti-discrimination, Service de l'anti-discrimination</p>		<p>La RPG n° 15 de l'ECRI sur la lutte contre le discours de haine a été largement diffusée auprès des Etats membres et publiée en six langues.</p> <p>L'ECRI a adopté les versions abrégées de ses RPG N° 5 sur « La lutte contre l'intolérance et les discrimination envers les musulmans », N° 9 sur « La lutte contre l'antisémitisme », N°10 sur « Lutter contre le racisme et la discrimination dans et à travers l'éducation » et N° 11 sur «La lutte contre le racisme et la discrimination dans les activités de la police» N° 15 sur « La lutte contre le discours de haine » et N° 16 sur « La protection des migrants en situation irrégulière contre la discrimination».</p> <p>L'ECRI a publié 4 rapports concernant l'Andorre, la Bosnie et Herzégovine, l'Islande et le Luxembourg le 28 février et 2 nouveaux rapports concernant le Monténégro et l'Ukraine le 19 septembre, dans lesquels elle analyse les développements récents et formule des recommandations sur la lutte contre le discours de haine sur l'Internet,</p> <p>Le 21 mars, à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, une déclaration conjointe de l'ECRI de la FRA et de l'OSCE/BIDDH sur l'éducation et des arguments positifs forts en tant qu'éléments essentiels pour prévenir l'incitation à la haine et lutter contre le discours de haine dans le monde numérique.</p>		<p>Complété</p>

	DG2 – Direction de la gouvernance démocratique et de l'anti-discrimination, Service de l'anti-discrimination.		L'évaluation de la Campagne contre le Discours de Haine, y compris l'identification de propositions pour des activités de suivi, est en cours. Un programme de coopération proposant des activités dans les pays est en cours de développement, sur la base de cette évaluation, ainsi que de bonnes pratiques nationales, des résultats des activités de suivi de l'ECRI et de ses RPGs. Le but est de développer une approche holistique à la lutte contre le discours de haine : répondre aux formes les plus extrêmes par le droit pénal ; encourager les victimes à dénoncer, les autorités répressives à mener des enquêtes efficaces et les autorités judiciaires à utiliser les sanctions disponible pour assurer une réponse proportionnée ; aligner le droit civil et administratif avec les normes du Conseil de l'Europe et les recommandations de l'ECRI ; promouvoir la autorégulation ; renforcer les actions de sensibilisation pour éradiquer le discours de haine.		A partir de 2018-2019
	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information, Division de la cybercriminalité	Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)	Promotion de la mise en œuvre du Protocole à la Convention de Budapest en tant qu'outil de lutte contre le discours de haine en ligne.		En cours Le discours de haine en ligne et ses connections avec les infractions liées au terrorisme commises par le biais des nouvelles technologies a été l'un des sujets discutés pendant la conférence Octopus qui a eu lieu à Strasbourg, du 16 au 18 novembre 2017.  Cinq pays (l'Andorre, la Grèce, Monaco, la



					<p>Moldavie et le Sénégal) sont devenus Parties au Protocole additionnel de la Convention de Budapest entre 2016 et 2017. Désormais, 29 Etats sont Parties à ce Protocole..</p> <p>Un représentant de la division cybercriminalité a participé en juillet 2017, en Israël, à un séminaire sur la promotion des instruments du Conseil de l'Europe et a promu le Protocole à la Convention de la Budapest.</p>
8.c. lancement d'une consultation, d'une enquête sur l'éducation européenne formelle et non-formelle, les connaissances importantes, les compétences et les attitudes dans l'univers numérique et d'une étude de faisabilité en vue d'élaborer un livre blanc sur l'éducation aux médias et à	DG2 – Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Service de l'éducation, Division Pratiques éducatives et renforcement des	Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE)	Une consultation, une enquête, une étude de faisabilité en vue de l'élaboration d'un livre blanc consacré à l'éducation aux médias et à l'information, et aux implications du cadre de référence des compétences pour une culture démocratique dans l'apprentissage, l'enseignement et l'évaluation.	Déc 2019	Proposition pour le Programme d'activités 2018-19

l'information  Elaboration de lignes directrices sur l'éducation à la citoyenneté numérique dans les établissements scolaires européens, promotion d'un réseau européen d'écoles de la citoyenneté numérique et création d'insignes numériques de reconnaissance des compétences démocratiques, fondés sur le cadre des compétences pour une culture démocratique	capacités  DG 2 – Service de la Jeunesse  DG2 – Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Service de l'éducation, Division des politiques éducatives	Conseil consultatif pour la jeunesse	Un examen de la documentation officielle et informelle (disponible sur les blogs, wikis et sites internet), pour analyser le concept de citoyenneté numérique, les politiques actuelles et les pratiques contemporaines d'éducation numérique et les difficultés rencontrées dans les écoles a été mené et publié en octobre 2017.	Déc 2016	Complété
		Comité directeur pour les politiques et pratiques éducatives (CDPPE)	La première phase des consultations et de débats multipartites sur les questions politiques concernant une meilleure utilisation des ressources en ligne et des technologies de l'information d'aujourd'hui (sites de réseaux sociaux et web 2.0 ou sites éducatifs web 2.0, ainsi que les équipements personnels) dans les structures scolaires (programmes et associations scolaires) et cartographie des responsabilités administratives et juridiques des chefs d'établissement, des enseignants, des élèves et des parents, a été complétée. Le rapport final a été publié en octobre 2017.	Phase 1 - Déc 2016 Phase 2 – Déc 2017	Complété
		Conseil consultatif pour la jeunesse	Une conférence se tiendra en septembre 2017 pour examiner des lignes directrices pour soutenir davantage les instances nationales dans la formulation de politiques d'éducation à la citoyenneté numérique afin de traiter les problèmes d'apprentissage ainsi que les besoins des apprenants et de donner des orientations pour l'élaboration de politiques permettant de mieux protéger les élèves qui travaillent dans des environnements ouverts et collaboratifs en ligne.	Déc 2017	En cours
			Promotion et partage de bonnes pratiques des Etats membres sur des programmes interactifs efficaces pour l'acquisition par les élèves de compétences citoyennes numériques via le programme d'étude et, pour les enseignants, via la formation initiale et continue.  A partir de l'expérience des Etats membres, définition d'un ensemble de descripteurs de la compétence Education à la citoyenneté numérique et établissement de critères pour l'intégration de ce type de descripteurs dans les programmes actuels d'éducation à la citoyenneté et leur évaluation (insignes numériques).	Déc 2019	2018-19, suite aux résultats des travaux 2016-17

			<p>Elaboration, en partenariat avec d'autres entités du Conseil de l'Europe, d'orientations politiques concernant les questions éducatives et juridiques transversales auxquelles les instances scolaires peuvent aujourd'hui faire face : cyber intimidation (y compris cyber misogynie, cyber harcèlement d'enseignants), respect de la vie privée, texto pornographie, addiction numérique, relations élèves/enseignants via les médias sociaux (Facebook, etc.), établissements scolaires et sécurité sur internet, liberté d'expression en ligne et droits fondamentaux des élèves dans les environnements numériques.</p> <p>Etude de la possibilité d'étendre cela aux secteurs Jeunesse et Education non formelle.</p>	<p>Déc 2019</p> <p>Nov 2017</p>	<p>2018-19, suite aux résultats des travaux 2016-17</p> <p>En cours</p>
8.d. eu égard au consensus international sur l'importance de la transition d'une société de l'information à une société de la connaissance, promotion active du principe de plurilinguisme pour encourager la diversité culturelle et linguistique	DG2 – Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Service de l'éducation, CELV – Centre européen des langues vivantes	Conseil de direction du CELV	Modules de formation sur la promotion d'une utilisation efficace des outils TIC et ressources ouvertes en soutien à la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage des langues. L'outil de référence clé est l'inventaire du CELV sur les outils TIC et les ressources pédagogiques ouvertes. Initiation de groupes locaux et régionaux de multiplicateurs promouvant l'utilisation d'outils TIC et de ressources pédagogiques ouvertes.	Annuelle	En cours
8.e. promotion du travail de jeunesse en favorisant la participation des jeunes en ligne, leur éducation aux médias et à l'environnement numérique, y compris des jeunes marginalisés et difficiles à atteindre	DG 2 – Service de la Jeunesse		<p>Activités de recherche et de renforcement des capacités sur le travail de jeunesse et le soutien des organisations de jeunesse ; promotion de la participation en ligne et de l'éducation aux médias et à l'environnement numérique.</p> <p>Un séminaire sur la participation des jeunes dans la gouvernance de l'Internet se tiendra en octobre 2017 pour discuter de l'approche future du secteur de la jeunesse vis-à-vis des questions et des processus de gouvernance de l'Internet, de l'éducation au numérique et de la participation dans la gouvernance de l'Internet.</p> <p>Evaluation des expériences de la campagne du mouvement « Non au discours de haine » et de la participation dans des forums de gouvernance numérique, afin d'établir un programme pour le travail de jeunesse et les politiques de jeunesse en lien avec la participation et la citoyenneté numériques.</p> <p>Bilan des activités sur la gouvernance de l'internet et évaluation de la contribution du Mouvement contre le discours de haine.</p>	Déc. 2017	En cours

<p>8.f. renforcement continu du dialogue européen et de l'échange de bonnes pratiques concernant la création, l'accessibilité et la gestion de la culture numérique, y compris la numérisation de la culture, en vue d'encourager la participation des citoyens, l'accès à la culture, l'ouverture, l'inclusion et la tolérance dans les sociétés démocratiques. Cela consistera notamment à organiser une plateforme d'échanges multipartites, à élaborer des lignes directrices à l'intention des Etats membres, des institutions culturelles et des professionnels et à concevoir un site web interactif sur l'internet des citoyens</p>	<p>DG2 – Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation, Division Culture et Patrimoine culturel</p>	<p>Comité directeur de la culture, du patrimoine et du paysage (CDCPP)</p>	<p>Organisation de plateformes d'échanges annuelles du Conseil de l'Europe sur l'incidence du numérique sur la culture durant la période 2016-2019.</p> <p>La 3<sup>ème</sup> Plate-forme d'échange du Conseil de l'Europe sur la culture et la numérisation « Culture 4D : numérisation, données, dysfonctionnements, diversité » s'est tenue à Tallinn les 29-30 septembre dans le cadre de la présidence estonienne du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Cet événement multipartite a réuni des décideurs politiques, des chercheurs, des acteurs de la culture et des médias et des représentants de la société civile pour examiner les questions relatives aux méga-données dans le domaine culturel. Les pratiques culturelles numériques novatrices et les possibilités dans ce domaine ont été recensées pour orienter la formulation de politiques publiques, y compris dans la perspective de contribuer à l'éducation aux médias et de relever les défis en matière d'inclusion.</p> <p>La 4<sup>ème</sup> édition de la Plate-forme d'échange du Conseil de l'Europe sur la culture et la numérisation s'est tenue les 19-20 octobre 2017 à Karlsruhe, en coopération avec le Centre d'art et de technologie des médias de Karlsruhe (ZKM). Elle a permis de révéler le potentiel sous-estimé de la culture, des arts et de la science en tant que ressources pour renforcer la démocratie, ainsi que de discuter l'emploi d'outils culturels numériques pour combattre le populisme, les fausses informations, la xénophobie et les mouvements politiques d'idéologie non-démocratique en Europe.</p> <p>Un recueil de bonnes pratiques découlant de la Plate-forme d'échange et des lignes directrices seront élaborés et diffusés en ligne</p> <p>La nouvelle recommandation CM/Rec(2017)8 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les méga-données au service de la culture, du savoir et de la démocratie a été adoptée le 27 septembre 2017. Elle fait suite au lancement de la recommandation CM/Rec(2016)2 sur l'Internet des citoyens</p>	<p>Annuelle</p> <p>Tallinn, 29-30 sep 2016</p> <p>Oct 2017</p> <p>2017</p> <p>27 septembre 2017</p>	<p>En cours</p> <p>Terminé</p> <p>Terminé</p> <p>En cours</p> <p>Terminé</p>
---	---	--	--	---	--

<p>8.g Les étudiants et les jeunes activistes sont sensibilisés aux questions relatives à l'éducation à la Citoyenneté Mondiale dans leurs interactions avec l'Internet et les réseaux sociaux</p>	<p>DG2 – Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation ; Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe</p>	<p>Comité exécutif du Centre Nord-Sud</p>	<p>Réunion annuelle d'une plate-forme d'experts (6-9 personnes) avec des profils complémentaires dans les domaines du journalisme, des réseaux sociaux et de l'éducation à la citoyenneté mondiale.</p> <p>Mise à jour du Guide Pratique pour l'Éducation à la Citoyenneté Mondiale afin d'y inclure un chapitre sur l'éducation à l'information et aux médias.</p> <p>Campagne sur les réseaux sociaux et stratégie de communication lors de la Semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale.</p> <p>Modules de formation à intégrer dans les formations traditionnelles et à distance dans le cadre du projet iLEGEND</p>	<p>Annuel</p> <p>2019</p> <p>2019</p> <p>2018-2019</p>	<p>En Cours</p>
--	---	---	---	--	-----------------

<p><b>Assurer la sûreté et la sécurité en ligne pour tous</b></p>					
<p><b>Action</b></p>	<p><b>Grande entité administrative</b></p>	<p><b>Comité directeur ou autre structure le cas échéant</b></p>	<p><b>Résultats attendus</b></p>	<p><b>Échéance</b></p>	<p><b>Statut</b></p>
<p>Protection des droits des enfants</p>	<p>DG2 – Direction de la dignité humaine et de l'égalité, Service de l'égalité et de la dignité humaine, Division des droits des enfants</p>	<p>Comité des Parties à la Convention sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Comité de Lanzarote)</p>	<p>Soutien des initiatives et des modifications législatives visant à assurer le suivi des travaux du Comité de Lanzarote sur les tendances en matière d'exploitation et d'abus sexuels à l'encontre des enfants</p> <p>Adoption par le Comité de Lanzarote d'une Déclaration sur les adresses internet faisant la publicité ou la promotion de matériels ou d'images en rapport avec des abus sexuels à l'encontre d'enfants ou de toutes autres infractions établies conformément à la Convention de Lanzarote.</p> <p>Promotion de cette Déclaration auprès des partenaires pertinents, y compris ICANN.</p> <p>Adoption par le Comité de Lanzarote d'un Avis interprétatif sur l'applicabilité de la Convention aux infractions sexuelles commises à l'encontre des enfants et facilitées par l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)</p> <p>Deuxième cycle de suivi de la Convention lancé sur « la protection des enfants contre l'exploitation et les abus</p>	<p>Annuelle</p> <p>2016</p> <p>2017</p> <p>2017-2019</p>	<p>En cours</p> <p>Adoptée le 16 juin 2016</p> <p>En cours</p> <p>Adoptée le 12 mai 2017</p> <p>En cours</p>

			sexuelles facilités par les technologies de l'information et de la communication »		
10.a. poursuite de l'action menée pour encourager le plus grand nombre possible de pays à adhérer à la Convention de Budapest et à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108) (ci-après dénommée « la Convention 108 »). La mise en œuvre de ces conventions nécessite un travail de renforcement des capacités et de la coopération internationale. Cela comprend aussi la mise en place de politiques et de principes communs pour la gouvernance de l'Internet, y compris en matière de sécurité des réseaux et de l'information	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information	Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)	Achèvement en 2017 du 3e cycle d'évaluation sur les « sanctions et mesures » et lancement d'autres cycles d'évaluation.		Terminé
			En 2017, finalisation du rapport sur les mesures prises pour donner suite au rapport relatif à la mise en œuvre des mesures d'entraide judiciaire.		En cours
			Par procédure écrite, le T-CY a adopté la note d'orientation #n° 10 sur l'injonction de produire pour les données relatives aux abonnés. L'implémentation mise en œuvre de l'article 18.1.b de la Convention de la Budapest dans les législations nationales des pays membres, dans la manière précisée au sens de la note d'orientation, est de nature à fournir aux autorités de la justice pénale de ces pays les moyens légaux légaux pour obtenir des preuves électroniques (données relatives aux abonnés) détenues par des fournisseurs des services offrant leurs services sur le territoire de ce pays de l'Etat Partie.		Terminé
			Lors de sa 16ème réunion plénière, le T-CY a adopté la note d'orientation n° 11 sur les aspects du terrorisme qui sont couverts par la Convention de Budapest.		Terminé
			Lors de sa 16ème réunion plénière, le T-CY a décidé de prolonger le mandat du groupe sur les preuves dans le nuage (CEG) et a demandé au groupe de présenter au T-CY, un projet de mandat sur le processus de rédaction ainsi que des informations complémentaires sur les éléments envisageables du Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité.  La 17ème réunion du T-CY a examiné et approuvé le mandat pour la préparation d'un projet de 2e Protocole à la Convention de Budapest sur la Cybercriminalité.  Au vue du mandat pour la préparation d'un projet de 2e Protocole à la Convention de Budapest sur la Cybercriminalité, le Groupe de rédaction du Protocole (PDG) a commencé son travail et a tenu sa première réunion le 19-20 septembre 2017, à Strasbourg. Le PDG est attendu à préparer et finaliser un projet de		Terminé  Terminé  En cours

			Deuxième Protocole à la Convention sur la cybercriminalité (STE 185), accompagné d'un rapport explicatif, d'ici décembre 2019.		
			En 2016-2017, huit pays ont soit ratifié soit adhéré à la Convention de Budapest, avec désormais 56 pays membres.  En 2017 San Marino a signé la Convention de Budapest, devenant ainsi le 46 <sup>ème</sup> pays membre du Conseil de l'Europe signataire de la Convention. Actuellement, seul un pays membre du Conseil de l'Europe, la Russie, n'a pas signé la Convention.	juin 2017	En cours
			Soutien à plus d'une centaine d'activités de renforcement des capacités par an dans toutes les régions du monde et suivi des résultats des évaluations menées par le T-CY.  En 2016 et le premier trimestre de 2017, plus de 150, 130 activités de renforcement des capacités soutenues par Le Bureau de programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC).		En cours  Terminé
			Organisation par le Conseil de l'Europe d'une série de conférences « Octopus » qui permettent d'effectuer des transferts d'expériences entre les experts des pays, organisations internationales, le secteur privé et le monde académique.  A l'occasion de la 15ème anniversaire de la convention de Budapest, la conférence « Octopus » a réuni 300 experts de 90 pays, 12 organisations internationales et 40 du secteur privé, des organisations de société civile et du monde académique.  La prochaine conférence Octopus est prévue d'avoir lieu en juillet 2018, à Strasbourg.	Tous les 12-18 mois  16-18 nov 2016	En cours  Terminé
			Promotion des enquêtes financières et de la confiscation des produits du crime sur internet soutenue par le projet « iPROCEEDS ».	jan 2016-juin 2019	En cours
			Mise en place d'une plateforme de coopération entre les secteurs public et privé.		Terminé

			Promotion de la mise en œuvre du Protocole additionnel à la Convention de Budapest relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques En 2016 et 2017, cinq pays (l'Andorre, la Grèce, le Monaco, la Moldavie et le Sénégal) sont devenus Parties au Protocole additionnel à la Convention de Budapest. Au total, 29 pays sont Parties à ce Protocole.	q	En cours
	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information, Unité de protection des données	Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD)	Promotion de la Convention 108 au niveau international (Conférence internationale annuelle des autorités de protection des données, Association francophone des autorités de protection des données) et fourniture d'une assistance aux pays intéressés (p.ex. initiatives nationales relatives à la «surveillance de masse»). Nouvelles adhésions à la Convention de Tunisie portant le nombre total des Parties à 51. Le dernier pays ayant été invité, en mars 2017, à y adhérer est Argentina (Septembre 2017).		En cours
10.b. animation du débat et proposition de mesures concrètes pour répondre aux inquiétudes liées à la surveillance de masse et l'interception massive de données, par exemple la mise en place de failles et de « backdoors » dans la sécurité de l'information et des systèmes de communication, ainsi que les défis relatifs à la protection des données personnelles et plus généralement des droits de l'homme, tout en garantissant la sécurité et sûreté			Initiative du Secrétaire Général pour codifier les normes internationales, les bonnes pratiques et les orientations relatives à la «surveillance de masse» dans le contexte du droit à la vie privée et à la liberté d'expression.	Lancement du processus fin 2016	En cours
	DG1 – Direction des droits de l'Homme, Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l'homme	Comité directeur pour les droits de l'homme (CDDH)	Si nécessaire, préparation d'un projet de recommandation du Comité des Ministres sur «la cyber-sécurité et les droits de l'homme».	31 déc 2017	
10.c. élaboration d'une stratégie pour lutter contre l'extrémisme violent et la radicalisation sur internet appliquée à tous les niveaux de gouvernement, en synergie avec le Plan d'action 2015-2017 du Conseil de l'Europe et la Convention pour la prévention du terrorisme (STCE n° 196), y compris son Protocole additionnel (STCE n° 217)	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la lutte contre la criminalité	Comité d'experts sur le terrorisme (CODEXTER)	Elaboration d'une stratégie européenne de lutte contre l'extrémisme et la radicalisation sur internet.  Débat et document de réflexion sur le thème « Terrorisme et internet ».	16-17 nov 2016	En cours



10.d. suivi des mesures prises pour protéger toute personne, en particulier les femmes et les enfants, contre les abus commis en ligne tels que le cyber-harcèlement, le sexisme et les menaces de violence sexuelle	DG2 – Direction de la dignité humaine et de l'égalité, Service de l'égalité et de la dignité humaine, Division de la Violence à l'égard des femmes et Division de l'égalité	Groupe d'experts sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (GREVIO)	<p>Suivi de la mise en œuvre de la « Convention d'Istanbul ».</p> <p>Suite au lancement de la première procédure d'évaluation pays-par-pays en mars 2016 le GREVIO a adopté des projets de rapports d'évaluation pour l'Autriche et Monaco et a examiné les rapports présentés par l'Albanie et le Danemark. La phase initiale de suivi à l'égard des Etats parties est censée se poursuivre pendant toute la durée de la Stratégie relative à la gouvernance de l'Internet 2016-2019, voire au-delà.</p>	2016-2019	En cours
		Commission pour l'égalité de genre (GEC)	<p>La Commission de l'égalité de genre prépare un projet de recommandation du Comité des Ministres sur la prévention et la lutte contre le sexisme, incluant des manifestations en ligne sur le sexisme comme le discours de haine sexiste. Elle a organisée également une manifestation parallèle à la 61e Commission de la condition de la femme (15 mars 2017): «Discours de haine sexiste - une violation des droits humains des femmes» pour sensibiliser et mieux connaître les normes et les mesures concrètes du Conseil de l'Europe face au discours de haine sexiste.</p>	2017-2018	En cours
		Unité égalité de genre	<p>Le projet de stratégie pour l'égalité de genre 2018-2023 prévoit la poursuite des travaux visant le discours de haine sexiste comme une forme de sexisme, en coopération avec d'autres secteurs de l'Organisation.</p> <p>Une fiche d'information sur le discours de haine sexiste et le rapport du séminaire sur la lutte contre le discours de haine sexiste de février 2016 ont été publiés (voir <a href="http://www.coe.int/fr/web/genderequality/sexist-hate-speech">http://www.coe.int/fr/web/genderequality/sexist-hate-speech</a>)</p>		Complété
		Unité des droits des personnes handicapées	<p>Le Conseil de l'Europe a lancé sa nouvelle Stratégie sur le handicap 2017 – 2023. Une des priorités de la stratégie et l'accessibilité, y compris le besoin pour les Etats membres de promouvoir la réflexion sur un accès de qualité pour les personnes handicapées à l'information, aux communications et à l'environnement numérique. La stratégie encourage les états membres à promouvoir des technologies, des dispositifs et des services de soutien abordables visant à supprimer les barrières à l'accessibilité pour les personnes handicapées. Le comité d'experts ad hoc sur les droits des personnes handicapées (CAHDPH) discutera</p>	2017-2019	En cours

			<p>d'éventuelles actions à entreprendre dans ce domaine, tels que des échanges de bonnes pratiques (notamment avec la participation du secteur privé).</p> <p>Une étude sur l'accessibilité des informations, des technologies et de la communication pour les personnes handicapées a été publiée (en cours de traduction en français).</p>		Complété
		Unité orientation sexuelle et identité de genre (Unité SOGI)	<p>L'Unité SOGI a organisé une table ronde à Nicosie, Chypre, le 1er février 2017 afin de lancer son nouveau manuel « Enquêter sur les crimes de haine envers les personnes LGBTI: formation pour une intervention policière professionnelle », qui vise la sensibilisation et le renforcement des capacités et compétences des forces de l'ordre pour enquêter sur les crimes de haine envers les personnes LGBTI, y compris sur les discours de haine homophobes et transphobes en ligne. Le manuel, qui s'adresse aux formateurs de police, aux enquêteurs, aux gestionnaires, aux agents de la criminalité de haine et aux agents de police de première ligne, sera ensuite piloté dans plusieurs pays en 2017.</p> <p>L'Unité SOGI a commandé une étude sur la manière dont le secteur de l'éducation réagit à la violence fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre/ expression en Europe. Elle couvrira, entre autres, la question du harcèlement en ligne. La publication prévue pour janvier 2018 comprendra une collecte de données sur les 47 Etats membres (questionnaire), un aperçu du cadre juridique et politique européen et mondial, ainsi que des recommandations au secteur de l'éducation.</p>	Février 2017	En cours
				début 2018	

10.e. étude des moyens d'empêcher la vente illégale de drogues et de médicaments contrefaits, ainsi que le trafic illicite de drogues en ligne, y compris par la promotion de la Convention du Conseil de l'Europe sur la contrefaçon des produits médicaux et les infractions similaires menaçant la santé publique (STCE n° 211) (ci-après dénommée « Convention Médicrime »)	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la lutte contre la criminalité, Division du droit pénal  Direction Européenne de la Qualité du Médicament & Soins de Santé (EDQM)	Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) <sup>1</sup>  Comité d'experts sur la réduction des risques de santé publique liés à la contrefaçon des médicaments et à la criminalité connexe (CD-P-PH/CMED)	Promotion de la mise en œuvre de la Convention Médicrime en tant qu'instrument pour contrecarrer l'offre et la demande ainsi que la contrefaçon de produits médicaux par le biais de l'Internet.  Rapport sur les liens entre la Convention Médicrime et la Convention sur la cybercriminalité.	2016-2019  DGI indiquera la nouvelle échéance compte tenu du report du démarrage de l'étude ; EDQM contribuera lorsque l'étude sera lancée	En cours  En cours
	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Groupe Pompidou	Formation organisé par le Groupe Pompidou sur la vente de drogues à travers l'Internet/ « darknet ».  Suivi par le Groupe Pompidou de la vente de drogues illicites sur le « darknet ». La réunion de 2016 a invité le secteur privé, y compris les réseaux sociaux, pour discuter du trafic de drogue à travers le « darknet » et des méthodes de coopération afin de perturber la livraison de drogues par la poste et des courriers express.  Examine les possibilités de «backtracking training» en coopération avec l'industrie afin d'améliorer le traçage des ventes de médicaments sur l'Internet et leur livraison par la poste et des courriers express.	Tallinn, 4-6 avr 2016  Annuelle  2017-2018	Terminé  En cours	
DG2 Direction Européenne de la Qualité du Médicament & Soins de Santé (EDQM)	Comité d'experts sur la réduction des risques de santé publique liés à la contrefaçon des médicaments et à la criminalité connexe (CD-P-PH/CMED)	Offrir une plateforme aux autorités des États membres pour échanger des informations sur les bonnes pratiques afin de combattre la fourniture ou l'offre de fourniture de médicaments falsifiés par des pharmacies illégales sur Internet (1. Interaction avec les autorités nationales de santé et de police et avec les parties prenantes « Fakeshare » et « Alliance for Safe Online Pharmacy » (ASOP EU)ASOP EU; 2 guide éducatif BD).	2016-2019	En cours	

<sup>1</sup> Jusqu'à la mise en place du Comité des Parties.

<b>Respecter et protéger les droits fondamentaux de chacun dans le monde numérique</b>					
<b>Action</b>	<b>Grande entité administrative</b>	<b>Comité directeur ou autre structure le cas échéant</b>	<b>Résultats attendus</b>	<b>Échéance</b>	<b>Statut</b>
Autonomisation des enfants	DG2 – Direction de la dignité humaine et de l'égalité, Service de l'égalité et de la dignité humaine, Division des droits des enfants	Comité ad hoc sur les droits de l'enfant (CAHENF)	Dans le cadre de la Stratégie sur les droits de l'enfant (2016-2021) : une application pour tablettes (« Online and the Websters ») sera créée et diffusée pour familiariser les jeunes joueurs (école primaire) et leurs familles aux principaux risques face auxquels ils peuvent se trouver sur l'Internet et à comment les éviter.	2017-2018	En cours
			Dans le cadre de la Stratégie sur les droits de l'enfant (2016-2021) : une étude participative est en cours sur les possibilités qu'offre l'environnement numérique aux enfants handicapés et sur les risques auxquels cet environnement les expose.	2017-2018	En cours
			Dans le cadre de la Stratégie sur les droits de l'enfant (2016-2021) : lancement d'une version révisée du Manuel de maîtrise de l'Internet, offrant aux usagers, quel que soit leur âge, les connaissances nécessaires pour opérer dans le monde numérique d'aujourd'hui.	Décembre 2017	En cours
			Dans le cadre de la Stratégie sur les droits de l'enfant (2016-2021) : adoption de lignes directrices à l'intention des Etats membres pour respecter, protéger et promouvoir les droits des enfants dans le milieu numérique.	Novembre 2017	En cours

<p>13.a. promotion de la création d'un réseau d'institutions nationales ayant pour but de guider les internautes qui souhaitent introduire un recours et demander réparation lorsque leurs droits fondamentaux ont été restreints ou violés, sur la base du Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet élaboré par le Conseil de l'Europe. Cela comporte notamment la mise en place d'une coopération pour aider à mener des actions de sensibilisation et à mettre au point des outils de renforcement des capacités</p>	<p>DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information</p> <p>DG1 – Direction des droits de l'homme, Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l'homme, Coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme</p> <p>DG1 – Direction des droits de l'homme, Service de la coopération judiciaire et juridique, Division Coopération juridique</p>	<p>Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)</p> <p>Comité directeur pour les droits de l'Homme (CDDH)</p> <p>Comité européen de coopération juridique (CDCJ)</p>	<p>Co-organisation d'un séminaire de haut niveau avec le Réseau Européen des Institutions Nationales des Droits de l'Homme (REINDH), sur la liberté d'expression – rôle et pouvoirs des institutions nationales de défense des droits de l'homme (INDH) et autres mécanismes nationaux.</p> <p>Initiation d'une coopération avec l'ENNHRI concernant les formes de coopération possible avec le Secrétariat et le CDMSI sur une vaste gamme de domaines, y compris la protection des droits de l'homme des utilisateurs d'Internet. Organisation d'un débat sur la couverture médiatique de la communication politique, y compris la communication en période électorale, dans la première moitié de 2018.</p> <p>Soutien à la mise en œuvre du Guide des droits de l'homme pour les utilisateurs d'internet du Conseil de l'Europe en encourageant la création d'un réseau d'institutions nationales, conformément aux travaux du Comité européen de coopération juridique (CDCJ) sur l'efficacité des mécanismes de règlement en ligne des litiges, eu égard aux articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme.</p>	<p>15 dec 2016</p> <p>2016-2019</p>	<p>Terminé</p> <p>En cours</p>
<p>13.b. rapports triennaux sur l'état de la protection des données et du respect de la vie privée sur internet en Europe, eu égard à la Convention n° 108 (modernisée), lorsqu'elle sera parachevée</p>	<p>DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information, Unité de protection des données</p>	<p>Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD)</p>	<p>Rapports triennaux du Comité de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD), eu égard à la Convention n° 108 (modernisée), lorsqu'elle sera parachevée.</p>	<p>Lancement une fois la Convention modernisée entre en vigueur</p>	<p>Sous réserve de l'entrée en vigueur de la Convention modernisée et de la mise en place de ses mécanismes de suivi</p>
<p>13.c. élaboration de politiques sur le rôle des intermédiaires et leur importance pour la liberté d'expression et la liberté des médias, à la lumière de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et en tenant compte des meilleures pratiques en matière de</p>	<p>DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information, Division Médias et Internet</p>	<p>Comité d'experts sur les intermédiaires internet (MSI-NET)</p>	<p>Préparation d'un projet de recommandation sur les rôles et les responsabilités des intermédiaires de l'internet</p>	<p>2016-2017. Un projet final a été approuvé par le groupe d'experts sur les intermédiaires internet en</p>	<p>En cours</p> <p>En cours</p>

<p>blocage, de filtrage et de retrait de contenus sur internet, y compris l'étude du Secrétaire Général sur ce sujet</p>	(2016-2017)			<p>septembre 2017. L'approbation du CDMSI est prévue en décembre 2017.</p>	
			<p>Préparation d'une étude sur la dimension des droits de l'homme dans les techniques de traitement automatisé des données (en particulier les algorithmes) et les implications éventuelles sur le plan réglementaire.</p>	<p>2016-2017. Un projet final a été approuvé par le groupe d'experts sur les intermédiaires internet en septembre 2017. L'approbation du CDMSI est prévue en décembre 2017.</p>	En cours
		<p>Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)</p>	<p>Finalisation de l'étude juridique comparative sur le blocage, le filtrage et la suppression de contenus sur internet dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe.</p>	<p>Etude publiée en juin 2016</p>	Terminé
			<p>Suivi de l'initiative du Secrétaire General sur l'Etude comparative sur le blocage, le filtrage et la suppression de contenus illégaux sur l'internet dans les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ; ceci est réalisé en observant les développements dans le domaine de l'internet ayant lieu dans les Etats membres et actualiser les informations sur les cadres juridiques nationaux contenues dans les rapports nationaux de l'Etude comparative.</p>	<p>Informations spécifiques au pays en cours de mise à jour</p>	En cours
			<p>Elaboration d'un ensemble de normes communes pour tous les Etats membres sur le blocage et le filtrage des sites internet, en s'appuyant, entre autres, sur les conclusions de l'étude de 2015 relative au blocage et au filtrage des sites internet,</p>	<p>2016-2017</p>	En cours
	<p>Présidence Chypriote du</p>	<p>Conférence sur la liberté d'expression en ligne pour les juges, les représentants des intermédiaires, les avocats</p>	<p>Avril 2017</p>	En cours	

		Comité des Ministres et du Conseil de l'Europe	et la communauté des médias afin de réfléchir ensemble aux défis contemporains à l'application des normes de liberté d'expression dans l'environnement numérique		
13.d. établissement de rapports périodiques sur la situation des médias et de la liberté sur internet conformément aux normes du Conseil de l'Europe, en s'appuyant notamment sur les rapports du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit en Europe et tous les autres outils disponibles	Direction de la planification politique		Plateforme du Conseil de l'Europe pour promouvoir la protection du journalisme et la sécurité des journalistes  Attention particulière accordée à la liberté d'expression sur internet dans les rapports du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'état de droit en Europe.	18 mai 2016 (3 <sup>e</sup> rapport)  4 <sup>e</sup> rapport	En cours  Terminé  Terminé
	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information, Division Médias et Internet (2016-2017)	Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)	Réflexion et dialogue sur la liberté d'expression à l'ère de la convergence numérique, et en particulier sur l'avenir du journalisme, les organisations de médias et les circuits de production de l'information,.  L'étude Journalistes sous pression : l'ingérence injustifiée, la peur et l'autocensure en Europe  Documents de consultation sur les limites difficilement définissables entre liberté d'expression et discours de haine et les expressions discriminatoires intermédiaires  Rapport : Couverture médiatique de la « crise des réfugiés » : perspective européenne,	Un premier atelier a eu lieu le 1 déc 2016  Une étude basée sur un échantillon de 940 journalistes de 47 pays membres du Conseil de l'Europe et du Bélarus (auteur : Prof Marilyn Clark de l'université de Malte)  2017-2018  Rapport produit en 2016 avec le Département	Terminé  Terminé  En cours  Terminé

			<p>Report « Information Disorder: toward an interdisciplinary framework for research and policymaking »</p>	<p>des Médias et Communications du London School of Economics</p> <p>Rapport commandée par le Conseil de l'Europe et préparée par First Draft News en 2017</p>	<p>Terminé</p>
			<p>Recommandation du Comité des Ministres sur la liberté d'Internet.</p> <p>Promotion de la mise en œuvre de la Recommandation sur la liberté d'Internet au moyen de programmes de renforcement des capacités en matière de gouvernance de l'Internet et par l'élaboration de meilleures pratiques en la matière.</p>	<p>Adoptée le 13 avr 2016</p> <p>La Conférence «la liberté d'internet, un facteur constant de la sécurité démocratique en Europe» a eu lieu à Strasbourg le 9 septembre 2016. Elle a été organisée en collaboration avec la Présidence estonienne du Comité des Ministres et la Présidence allemande de l'OSCE</p> <p>La Conférence « Rôles et les responsabilités des intermédiaires de l'internet »le</p>	<p>Terminé</p> <p>Terminé</p> <p>Terminé</p>



				13 octobre 2017 à Vienne. Elle sera organisée par le Conseil de l'Europe en collaboration avec la Présidence Autriche de l'OSCE	
		Comité d'experts sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété (MSI-MED)	Deux études de faisabilité sur d'éventuels instruments normatifs sur la couverture médiatique des élections, l'une axée sur l'égalité des sexes et l'autre sur l'utilisation d'Internet lors des campagnes électorales.	2016-2017. Un projet final a été approuvé par le groupe d'experts en septembre 2017. L'approbation du CDMSI est prévue en décembre 2017.	En cours
			Recommandation du Comité des Ministres sur le pluralisme des médias et la transparence de la propriété des médias (l'instrument à venir vise à fournir des lignes directrices claires et concises sur les exigences en matière de rapports relatifs à la propriété des médias ; sa mise en œuvre apportera ainsi l'un des éléments d'évaluation de la liberté des médias et de l'Internet dans les États membres).	2016-2017 Un projet final a été approuvé par le groupe d'experts en septembre 2017. L'approbation du CDMSI est prévue en décembre 2017.	En cours
13.e. création d'une plateforme réunissant les gouvernements, les grandes entreprises d'internet et les associations représentatives au sujet du respect des droits de l'homme en ligne, notamment des mesures qu'ils prennent pour protéger et respecter ces droits et pour remédier aux violations qu'ils subissent (telles que les dispositions contractuelles types relatives aux conditions de service	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information		Tenue, à l'occasion du forum EuroDIG 2016, d'un événement parallèle du CdE sur la plateforme en vue d'engager un dialogue avec les grandes entreprises d'internet.	Bruxelles, 9 juin 2016	Terminé
			Réunion de réflexion entre le Conseil de l'Europe et les entreprises de l'Internet, y compris leurs associations représentatives, sur la collaboration pour respecter les droits de l'homme et l'état de droit sur l'Internet. Une deuxième réunion a eu lieu en début 2017.	Paris, 25 nov 2016 and fev 2017	Terminé
					Terminé

des plateformes internet et les principes de responsabilité et de transparence envers les multiples parties prenantes en matière de collecte, de conservation et d'analyse des données personnelles)			Le CM approuve un échange de lettres entre le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et de hauts représentants des grandes entreprises et associations d'internet et de télécommunications	Strasbourg, 4 octobre 2017	Terminé
			Lancer la collaboration entre le Conseil de l'Europe et les sociétés Internet et leurs associations représentatives pour travailler ensemble au respect des droits de l'homme et de l'Etat de droit sur Internet.	Strasbourg, 8 Novembre 2017	
	DG1 – Direction des droits de l'homme, Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l'homme, Coopération intergouvernementale en matière de droits de l'homme		Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres sur les droits de l'homme et les entreprises.	Adoptée le 2 mars 2016	
13.f. évaluation et réexamen, en coopération avec les gouvernements et d'autres parties prenantes à la gouvernance de l'Internet, de la gouvernance de la « santé mobile » (m-santé) et de la « santé électronique » (télésanté), afin de préserver et améliorer l'accès des patients à tous les produits médicaux et de soins de santé (de qualité), ainsi qu'aux services d'information et services connexes	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l'information, Unité de protection des données	Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD)	Révision de la recommandation de 1997 relative à la protection des données médicales de manière à en élargir le champ d'application et à répondre aux enjeux dans ce domaine, conformément aux travaux du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (T-PD).	2016-2017	En cours
	DG1 – Direction de la société de l'information et de la lutte contre la criminalité, Groupe Pompidou		Mise en place par le Groupe Pompidou d'activités de formation et de renforcement des capacités des services de police et de la justice, et fourniture d'une expertise et d'un éclairage sur le marché de la drogue en ligne (détection et investigation, y compris Open Source Intelligence) et moyens de paiement (crypto-monnaies).		En cours
			Réunion des experts du Groupe Pompidou sur la cybercriminalité liée à la drogue et autres activités visant à encourager la coopération internationale et le partage de bonnes pratiques (y compris une analyse éventuelle des cadres juridiques et des lois types).	Strasbourg, 6-8 déc 2016	Terminé

			Exploration des possibilités offertes par internet en matière de prévention, de traitement et de réduction des risques, et collecte et partage de bonnes pratiques.		
	DG1 – Direction des droits de l’homme, Service des politiques et de la coopération en matière de droits de l’homme, Bioéthique	Comité directeur pour les droits de l’Homme (CDDH)  Comité de bioéthique (DH-BIO)	Préparation, sur la base des résultats de la conférence internationale « Technologies émergentes et droits de l’homme », d’un livre blanc sur les défis relatifs aux droits de l’homme posés par les technologies émergentes et leur convergence.		
	DG2 - Direction européenne de la qualité du médicament et soins de santé (EDQM)	Comité d'experts sur les normes de qualité et de sécurité relatives à la pratique et au suivi pharmaceutiques (CD-P-PH/PC)	Résolution relative aux soins de santé en tant qu’outil pour promouvoir les soins axés sur le patient et sa participation y compris la possibilité de donner des conseils sur l’utilisation de services de santé mobile (mHealth) et de santé en ligne (eHealth) afin d’assurer la mise en œuvre de la Résolution.	Résolution pas avant 2018	Démarrage quatrième trimestre de 2016
			Soutien au travail de la DG1 au sein de l’ICANN, y compris le « Public Safety Working Group » du « Government Advisory Committee (GAC) », notamment aux sujets relatifs aux pharmacies en ligne et aux rapports entre les patients et la santé mobile et la santé en ligne.	En cours	En cours
<b>Coopérer avec les principales parties prenantes</b>					
	DG1 – Direction de la société de l’information et de la lutte contre la criminalité, Service de la société de l’information. En coopération avec d’autres grandes entités administratives		Dialogue Européen sur la gouvernance de l’internet. (EuroDIG).  Forum sur la gouvernance de l’Internet (IGF).  Participation aux réunions de « Internet Corporation for Assigned Names and Numbers » (ICANN).  Rapport d’experts du Conseil de l’Europe "Applications to ICANN for Community-based New Generic Top Level Domains (gTLDs): Opportunities and challenges from a Human Rights Perspective."	Bruxelles, 9-10 juin 2016  Guadalajara, 6-9 déc 2016  Hyderabad, 3-9 novembre 2016	En cours  En cours  En cours  Terminé